



## PRÉFET DU DOUBS

DREAL FRANCHE-COMTE  
Unité Territoriale Centre  
Antenne de Besançon

**ARRÊTÉ N° DREAL – UT CENTRE – 20151027 - 001**

**en date du 27 octobre 2015**

**Autorisant la Société des Carrières de l'Est à se substituer à la société Société des Carrières de Franche-Comté pour l'exploitation de la carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Sombacour**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ  
LE PRÉFET DU DOUBS  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles R.512-31, R.516-1, R.516-2 et L.516-1 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2007 – 0706 03110 en date du 7 juin 2007 autorisant la société SACER PARIS NORD EST à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Sombacour au lieu-dit « Le Clos Coulon » ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013 – 024 – 0008 en date du 24 janvier 2013 autorisant la Société des Carrières de Franche-Comté (SCFC) à se substituer à la société Sacer Paris Nord Est pour l'exploitation de la carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Sombacour ;
- VU** la demande du 13 août 2015 présentée par Monsieur le Gérant de la Société des Carrières de l'Est (SCE) dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe 54000 NANCY, par laquelle il sollicite l'autorisation de reprendre les activités précédemment exploitées par la société des carrières de Franche-Comté, pour ce qui concerne la carrière de roche massive située sur le territoire de la commune de Sombacour ;
- VU** l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté en date du 25 août 2015 ;

**VU** l'avis de la formation spécialisée dite « des carrières » de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des sites en date du 8 septembre 2015 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur en vue de la conduite de son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du même code ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

L'Exploitant entendu,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>- Changement d'exploitant**

La Société des Carrières de l'Est (SCE) dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe 54000 NANCY, est autorisée à se substituer à la Société des Carrières de Franche-Comté pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roche calcaire sise sur la commune de Sombacour au lieu-dit « Le Clos Coulon ».

### **ARTICLE 2**

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés aux arrêtés préfectoraux des 7 juin 2007 et 24 janvier 2013 précités en tout ce qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 3**

Le nouvel exploitant doit, dès la notification du présent arrêté, transmettre au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2007 précité et modifié par le présent arrêté.

### **ARTICLE 4 - Garanties financières de remise en état**

Le montant des garanties financières devant être constitué, sur la base de l'indice TP01 de 103,6 d'avril 2015, afin d'assurer la remise en état de la carrière doit être au moins égal à :

- pour la période actuelle d'exploitation allant jusqu'au 7 juin 2017 : 211 457 euros TTC,
- pour la période d'exploitation de 5 ans du 8 juin 2017 au 7 juin 2022 : 165 049 euros TTC,
- pour la période d'exploitation de 5 ans du 8 juin 2022 au 7 juin 2027 : 126 210 euros TTC.

## ARTICLE 5

L'acte de cautionnement solidaire de la société des Carrières de Franche-Comté d'un montant de 182 479 euros établi par le Crédit Industriel et Commercial en date du 7 mai 2013, sera rendu caduc dès que le nouvel acte de cautionnement prévu à l'article 3 du présent arrêté aura été pris.

## ARTICLE 6 : Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## ARTICLE 7 : Publicité et Notification

Le présent arrêté sera notifié à la Société des Carrières de l'Est (SCE) dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe 54000 NANCY.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de Sombacour par les soins du maire pendant un mois.

## ARTICLE 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, le maire de Sombacour, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera également adressée aux services ci-après :

- Conseil Départemental du Doubs,
- Agence Régionale de Santé de Franche-Comté,
- Direction Départementale des Territoires,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (Architecte des Bâtiments de France),
- Direction Régionale des Affaires Culturelles,
- Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à Besançon, et à l'Unité Territoriale centre à Besançon.

Fait à Besançon, le **27 OCT. 2015**

Le Préfet

